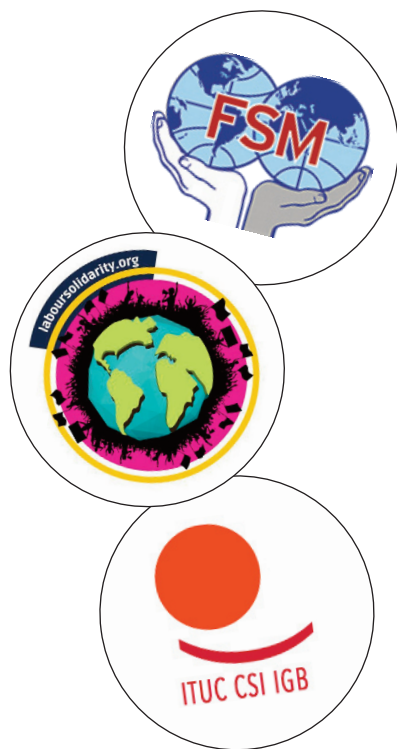




**COMITÉS
SYNDICALISTES
RÉVOLUTIONNAIRES**
SYNDICALISTES@GMAIL.COM WWW.SYNDICALISTE.COM

Internationales syndicales ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES



Depuis plusieurs années, la Fédération syndicale mondiale (FSM) connaît un certain engouement dans la CGT. Un engouement qui s'explique par une active campagne de communication. Retourner à l'ancienne internationale, abandonnée en 1995, est perçu comme un acte symbolique de démarcation d'avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI), jugées molles et institutionnelles. Mais le symbole va bien au-delà. Une adhésion à la FSM apparaîtrait comme un acte de radicalité, ou une impression de renouer avec une internationale historiquement dominée par le bloc soviétique, et donc révolutionnaire. Mais les camarades qui nous invitent à rejoindre les rangs de la FSM oublient de nous détailler quels

intérêts nous aurions à le faire en tant que syndicalistes de classe. Il est ainsi indispensable de ne pas nous arrêter à l'action syndicale de la FSM. Mais aussi de nous interroger sur l'internationalisme prolétarien. Sur ce qu'il a été et sur ce qu'il devrait être. Et, finalement, en quoi une affiliation à la FSM serait une alternative pour le pratiquer ?

CSI, CES, FSM ET RSISL : QUE CACHENT CES ACRONYMES ?

La CGT est actuellement adhérente à la fois à la CSI et à la CES. La CSI est issue de la fusion, en 2006, de deux internationales : d'une part, la Confédération mondiale du travail, qui était depuis les années 1920 l'internationale syndicale chrétienne, d'autre part, la Confédération internationale des syndicats libres, issue

en 1949 d'une scission des syndicats anticomunistes de la FSM. La CSI s'organise en une structure mondiale avec des branches régionales (Asie-Pacifique, Amériques, Afrique). La CES n'est pas une structure de la CSI, mais elle coopère avec elle. Les confédérations adhérentes, qui sont souvent les mêmes, sont donc doublement affiliées.

À part constater qu'elles sont très modérées et institutionnelles, nous pouvons difficilement attribuer une orientation précise à ces organisations puisque y adhèrent des confédérations très diverses. Souvent en sont membres toutes les organisations syndicales majoritaires d'un même pays, pourtant rivales. C'est le cas en France pour quatre des cinq principales confédérations (CGT, CFDT, FO, CFTC), auxquelles s'ajoutent l'UNSA.

Les campagnes (revendiquant davantage de démocratie, un contrat social, une transition écologique, etc.) s'appuient quasi exclusivement sur des déclarations qui soutiennent ou condamnent une législation. La CSI-CES apparaît plus comme une sorte de lobby international que comme une internationale menant une action concrète, en coordonnant des mobilisations de terrain. La CSI-CES ne représente, de fait, qu'un bureau d'analyse du monde du travail, d'une social-démocratie très modérée prétendant soutenir les travailleurs et travailleuses par des moyens institutionnels et technocratiques.

La FSM est l'internationale construite à partir de 1945 pour combler le vide laissé par la disparition en 1937 de l'Internatio-

nale syndicale rouge (ISR). Elle est ouverte, dès sa fondation, à l'ensemble des organisations syndicales. Avec la guerre froide et le départ des syndicats anticomunistes, elle passera sous le contrôle des Soviétiques.

La CSI-CES ne représente qu'un bureau d'analyse du monde du travail, d'une social-démocratie très modérée prétendant soutenir les travailleurs et travailleuses par des moyens institutionnels et technocratiques

Elle a été l'internationale de la CGT, qui en a été un membre important, animateur et dirigeant. Avec l'écroulement du bloc soviétique en 1989, la FSM perd ses assises institutionnelles et va montrer la réalité de son activité de terrain. En Europe de l'Est, elle apparaît incapable de mobiliser ses centaines de millions d'adhérentes face à la libéralisation de l'économie.

Si la dislocation du bloc soviétique marque le moment du départ de la FSM pour la CGIL italienne et la CGT française, notons toutefois que la CGT en a quitté la direction dès 1975, que ce départ s'est fait progressivement et n'a pas été une décision prise du jour au lendemain. Toutefois, la possibilité a été laissée aux structures CGT de continuer à adhérer, même si la confédéra-

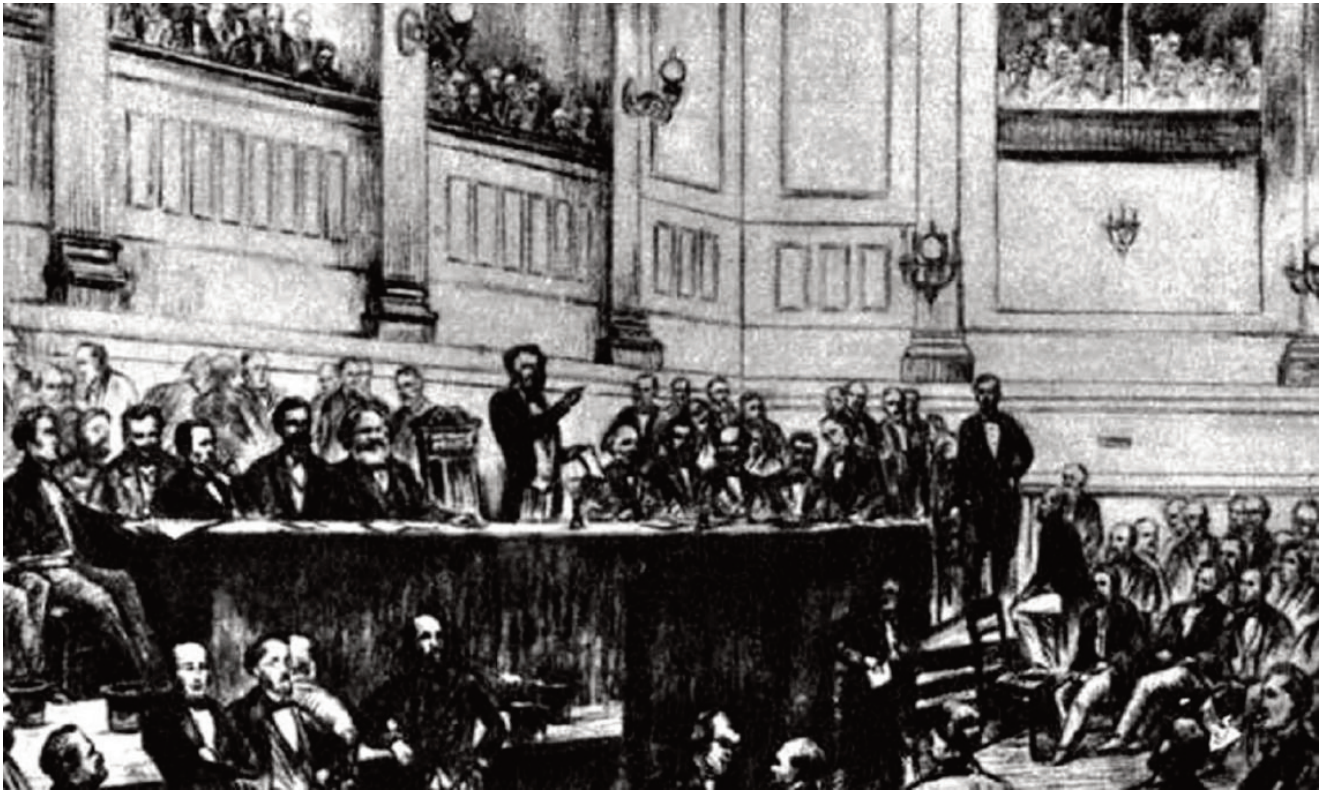
tion n'en était plus membre. C'est le cas pour certaines unions départementales et fédérations.

Une autre organisation internationale peut prétendre au titre d'internationale : le Réseau syndical international de solidarité et de lutte (RSISL), créé en 2013. Il regroupe différentes organisations syndicales et se structure en réseaux professionnels à l'échelle internationale et régionale. Ce réseau, bien plus jeune que les deux organisations décrites plus haut, prend ses appuis sur l'altermondialisme. Il ne souffre ni d'une pratique de faible lobbying social-démocrate de la CSI-CES, ni de liens avec des États prétendument socialistes, comme la FSM, mais n'est jamais proposé comme alternative à l'affiliation internationale actuelle de la CGT. Néanmoins, ce réseau souffre de la petitesse de son influence. En effet, ne s'y retrouvent principalement que des forces syndicales mineures dans leurs pays respectifs (Solidaires en France, CUB italienne, CGT espagnole, etc.), ce qui limite considérablement la capacité d'action concrète de cette alternative internationale.

LA FSM, FOLKLORE SOVIÉTIQUE ET LIAISONS DANGEREUSES

*Du paradis soviétique
au... soleil oriental !*

Début des années 1990, la FSM décline avec le bloc de l'Est, auquel elle était organiquement liée. Ses membres, y compris les plus importants, la quittent rapidement. En 1991, elle a un pied dans la tombe, surtout financière-



Premier congrès de l'Association internationale des travailleurs, le 28 septembre 1864.

ment, puisque ses principaux financements venaient de l'URSS.

Va alors se produire un rapprochement étonnant, bel exemple d'opportunisme. Des régimes du Moyen-Orient renflouent la FSM à partir des années 1990. Elle constitue, pour eux, un moyen de pression pour des États riches en hydrocarbures dans leurs jeux diplomatiques. Il s'agit de manœuvrer dans les tensions inter-impérialistes, tout en utilisant la bannière syndicale pour se parer de « progressisme ».

L'émergence d'un nouveau « camp » face aux États-Unis et à ses alliés redonne des perspectives idéologiques aux anciens partisans du bloc soviétique. Cet alignement est justifié par un « anti-impérialisme » qui est systématiquement confondu avec l'anticapitalisme.

Ces jeux d'alliances sur la simple base de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami » constituent ce que l'on peut nommer le « campisme ». La géopolitique actuelle resterait basée sur des confrontations de deux camps, deux blocs, comme lors du temps de la guerre froide. L'alliance avec les pires dictatures des pays du Sud global est alors popularisée.

Le « socialisme » revendiqué par les États nés de la vague des indépendances n'est pas analysé en termes matérialistes. Les travaux remarquables de Gérard Chaliand, initiateur de la revue *Partisans*, ne sont pas étudiés. Et pour cause, fin connaisseur des mouvements de libération nationale par son implication sur le terrain, ce géostratège expose dans son ouvrage de référence, *Les*

Mythes révolutionnaires du Tiers Monde. Guérillas et socialismes, le caractère faussement socialiste des États anti-impérialistes.

Il y aurait tant à dire sur ces liens campistes de la FSM, particulièrement à propos de l'Iran et de la Syrie. Les fédérations « syndicales » de ces deux pays occupaient des responsabilités centrales dans la FSM, ni plus ni moins que des vice-présidences, tout en étant intégrées à l'appareil d'État et au parti unique au pouvoir dans leurs pays respectifs. Si la Syrie des Assad se targuait d'un socialisme d'opérette, l'Iran des mollahs peut être considéré comme un État d'extrême droite. La FSM, qui se veut la porte-parole du « syndicalisme de classe », estimerait, elle, que la lutte des classes n'existe pas dans certaines régions du

monde ? Ou bien si la FSM estime que l'Iran et la Syrie sont déjà passés à la phase « communiste », nous serions très intéressé·es de savoir sur quels éléments objectifs elle s'appuie pour arriver à cette conclusion.

Nous ne pouvons que conseiller la lecture des articles de Jean-Marie Pernot publiés par *Syndicollectif* (ici et là) et sur l'espace blog de *Mediapart*. Ceux-ci sont sourcés et finement analysés. Notons aussi que le site français de la FSM sélectionne opportunément les documents à offrir aux syndicalistes français·es. Ceux qui figurent sur le site anglais (WFTU) sont nettement plus exhaustifs et éclairants sur la réalité de la diplomatie de la FSM.

L'« internationalisme » des dictatures

On ne s'étonnera donc pas du positionnement confus des partisan·es français·es de la FSM en ce qui concerne le Moyen-Orient. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer les méthodes de répression exercées par les régimes intégrés à la FSM : tortures, viols, assassinats... Il s'agit aussi de s'inquiéter de la caution apportée au positionnement politique de la FSM quand on se revendique du « syndicalisme de classe ».

Comment se balader en manifestation avec un keffieh palestinien, en portant un autocollant de la FSM ? Le régime syrien et son officine « syndicale » se sont constamment opposés à la dynamique de la résistance palestinienne et libanaise. Il s'est agi pour eux de favoriser des scissions dans l'OLP, le Parti commu-

niste palestinien et le FPLP dès les années 1960. L'hostilité initiale s'est transformée en agression lors de la guerre civile libanaise. Le 31 mai 1976, l'armée syrienne intervient dans le pays pour stopper l'offensive de la gauche libanaise alliée aux forces palestiniennes, craignant une dynamique révolutionnaire dans la

Il ne s'agit pas seulement de dénoncer les méthodes de répression exercées par les régimes intégrés à la FSM : tortures, viols, assassinats. Il s'agit aussi de s'inquiéter de la caution apportée au positionnement politique de la FSM quand on se revendique du syndicalisme de classe

région. Le gouvernement d'Assad va constamment manœuvrer pour étendre l'influence de son État sur le Liban, n'hésitant pas, à certaines périodes, à s'allier avec l'extrême droite des Phalanges chrétiennes, à laisser les mains libres à Israël et à envoyer ses troupes et ses mercenaires d'Amal et de la Saika affronter la résistance palestinienne.

Comment soutenir le combat des camarades kurdes, tout en arborant un autocollant de la FSM ? Le régime d'Assad a toujours nié l'expression d'une cul-

ture kurde, exerçant la répression sur les militant·es. Les choses sont encore plus évidentes en Iran. Le mouvement Femmes-Vie-Liberté est parti de l'assassinat d'une jeune militante kurde. La répression organisée par les fascistes iraniens s'est plus particulièrement exercée dans la région kurde, où des bombardements ont ciblé les camps du PJAK, branche iranienne du PKK.

Comment se dire indépendant des pouvoirs politiques et économique, et pour une démocratie ouvrière solidaire des travailleuses et travailleurs de tout pays, tout en intégrant la FSM ?

En Iran, les organisations de gauche et ouvrières vont être la cible dès 1981 d'une purge sanglante. Elle se confirme avec les exécutions massives de 1988 puis les répressions de 2009, 2019-2020 et 2022. Le mouvement communiste, très influent et divers en 1979, est désormais totalement laminé sur le sol iranien, à l'exception du Kurdistan. Sans surprise, au 10 janvier 2026, alors que la révolte éclate en Iran, que les grèves et les manifestations de masse sont réprimées dans le sang, et que le régime impose un black-out de la téléphonie et d'Internet, aucune réaction de la FSM. La CSI au moins communiste le 8 janvier, avec une texte condamnant la répression contre les syndicats.

Autres exemples, la Fédération générale des syndicats de Corée (Corée du Nord), la Maison des travailleurs (Iran), la Fédération des travailleurs du Soudan, la Confédération des syndicats éthiopiens et d'autres sont des or-



Bachar Al-Assad reçoit le secrétaire général de la FSM, Pambis Kyritsis, le 25 octobre 2023.

ganes uniques intégrés à des régimes autoritaires ne se réclamant ni du courant socialiste ni d'un quelconque progressisme.

Pendant ce temps, à l'image de ce qui se passe en France, le Venezuela attire plus l'attention. La FSM condamne évidemment l'intervention impérialiste des États-Unis, mais ne soutient pas les travailleur·euses du Venezuela, mais le gouvernement Maduro. C'est son propre membre adhérent dans le pays, la CUTV, qui conteste alors cette position, qualifiant le gouvernement Maduro de bourgeois et dénonçant sa répression des syndicats.

Les trois aspects de la FSM

Nous pouvons schématiser la FSM comme constituée de trois ensembles. Le premier est le bloc que l'on vient de décrire. Ses organisations membres ne sont que des institutions relevant du capitalisme d'État. Ces officines pré-

tendent parler aux noms des travailleur·euses de chaque pays mais s'opposent objectivement à leurs intérêts de classe.

Ensuite, il y a les organisations des pays réputés « socialistes », ou construisant (très) progressivement le socialisme (Cuba, Corée du Nord, Vietnam) tout en oubliant de réduire la division sociale du travail et en maintenant une bourgeoisie bureaucratique ou en lien direct avec les partis communistes locaux. La transition au communisme y est régulièrement reportée à plus tard justifiant ainsi l'existence de milliardaires et d'un encadrement parasitaire. Cela permet évidemment de maintenir une image « communiste » et « révolutionnaire ». Ce sont généralement ces pays qui sont mis en avant. Les organisations syndicales membres sont des relais des régimes autoritaires et les grèves y sont réprimées.

Enfin, il demeure, principalement en Amérique du Sud et en Afrique, de véritables organisa-

tions syndicales qui adhèrent à la FSM, certaines bénéficiant d'un grand prestige et d'une tradition de luttes comme la COB bolivienne et la Cosatu sud-africaine.

La FSM en France

Dans la CGT, la Fédération nationale agro-alimentaire et forestière (FNAF) n'a jamais quitté la FSM. C'est le réseau FSM dans la CGT le plus ancien et le plus intégré, dans la continuité. Plus récemment, un certain nombre de structures ont demandé leur adhésion. Outre différents syndicats, c'est le cas de la Fédération nationale des industries chimiques (FNIC) en 2014, puis des UD 13 (Bouches-du-Rhône), 82 (Tarn-et-Garonne), 94 (Val-de-Marne) et de la Fédération commerce-distribution-services. Cette deuxième vague constitue un second réseau, différent et pas nécessairement en accord avec celui de la FNAF, malgré les mêmes références philosophiques.

L'adhésion de ces structures se réalise en parallèle à la création de ce que nous pouvons approximativement décrire comme une tendance : Unité CGT. Approximativement, car si, formellement, ce réseau présente bien son existence et son intervention dans la CGT de manière publique, nous regrettons que les publications d'Unité CGT s'apparentent à une succession de déclarations que nous trouvons abstraites et manquant de propositions tactiques. Le positionnement se fait par clivage avec la direction confédérale. Un clivage qui repose sur une expression qui se veut « radicale », « communiste », « vraie CGTiste », à l'ancienne et bien entendu opposée à la direction « réformiste », sans que ces termes politiques soient définis. Les militant-es divers-es qui se regroupent derrière cette étiquette ne peuvent pas être décrit-es par une ligne ou une pratique syndicale particulière. Il n'est donc pas possible d'analyser de manière générale leurs interventions de terrain.

Par contre, ce qui peut être observé, c'est que Unité CGT, tout en se revendiquant d'une matrice marxiste-léniniste, reprend la grille d'analyse trotskiste fondée sur « la crise de direction ». C'est-à-dire la théorie selon laquelle la base militante serait saine et radicale, mais censurée par une direction corrompue. Il suffirait donc de changer la direction de l'organisation syndicale pour relancer « l'offensive prolétarienne ».

Au fil des mobilisations, dont celle sur la défense des retraites en 2023, cette théorie démontre

son inconsistance, les avant-gardes autoproclamées s'épuisant à produire des discours incendiaires mais déconnectés d'un prolétariat majoritairement désorganisé ou d'un prolétariat organisé mais cloisonné dans des syndicats d'entreprises repliés sur eux-mêmes.

On a pu constater que des UD et fédérations membres de la FSM interviennent dans la CGT sans réel mandat de leurs syndicats. Ce qui facilite des manœuvres individuelles de militant-es et/ou dirigeant-es. Cette intervention est complétée par Unité CGT qui intervient comme une tendance, regroupant des militant-es, mais agissant en semi-clandestinité et sans stratégie collective.

Comme nous l'avons dit, les camarades de la FSM reprennent la grille d'analyse trotskiste pour estimer que les échecs répétés du syndicalisme en France seraient dus à une crise de direction. Ce positionnement interroge, surtout à la vue des difficultés de mobilisation, assez semblables à celles rencontrées ailleurs, des fédérations et UD adhérentes à la

FSM sur des initiatives de fédérations ou départementales. Mais cela est tout aussi vrai quand il s'agit d'impulser une dynamique collective des partisan-es de l'internationale.

La manifestation appelée le 4 octobre 2025, un samedi, à Paris pour fêter le 80^e anniversaire de la FSM en est la parfaite illustration. Car 200 militant-es, dont la moitié venu-es d'autres pays, c'est tout de même bien peu quand on se rappelle que la FSM revendique plus de 100 000 adhérent-es en France ! Si on reprend le concept de « crise de direction », il faut, là aussi, tirer le bilan politique de cet échec évident. Même sans aucune culture internationaliste, il apparaît évident que l'enseigne « FSM » interroge sur sa démarche bancal. C'est du moins ce qui ressort de l'observation du dernier congrès CGT.

La FSM au 53^e congrès de la CGT

Ce congrès a été marqué par l'action bruyante des organisations membres de la FSM. Cette expérience illustre la réalité de



Intervention de Sara Selami au 53^e congrès de la CGT.

cette internationale et permet de confronter son discours à son action concrète. Sans aucune ironie, nous ne pouvons que constater une très grande confusion interne et une absence totale de ligne politique.

En 2023 les deux réseaux pro-FSM se sont bel et bien retrouvés face à face. La FNAF appuyait activement Philippe Martinez et donc la candidate à sa succession, Marie Buisson. Choix contesté radicalement par l'autre bloc pro-FSM qui soutenait celle d'Olivier Mateu, alors secrétaire général de l'UD des Bouches-du-Rhône.

Le congrès s'est déroulé dans une ambiance d'une violence inacceptable, notamment par des coups de pression portés sur la tribune et des invectives entre délégué-es. Difficile donc, en sortant de ce congrès de savoir en quoi consiste la stratégie syndicale de la FSM. Mais depuis, il ne semble pas y avoir eu de clarification au sein de cette internationale. Ne serait-ce qu'un échange entre organisations adhérentes supposées faire vivre un même « syndicalisme de classe ».

Leur référence, dans leur presse respective, à Lénine et à Che Guevara (deux syndicalistes bien connus !), ne semble pas vraiment les aider à clarifier leur stratégie syndicale.

La confusion politique est une chose, l'indépendance de classe en est une autre. Car le congrès confédéral a été l'occasion d'un évènement bien plus grave. Sara Selami, militante de Solidarité socialistes avec les travailleurs d'Iran (SSTI), a été invitée par le congrès pour s'exprimer sur les liens entre le syndicalisme et la

révolte Femme-Vie-Liberté en Iran. SSTI soutient depuis des années l'action des syndicalistes de classe iranien-ne-s et organise la solidarité suite à leurs nombreuses incarcérations.

Une adhésion de la CGT à la FSM se caractériserait par des compromissions diplomatiques, le sacrifice de nos camarades victimes de l'oppression de dictatures et des manœuvres d'appareil opportunistes

On retrouvera cette intervention sur la chaîne YouTube de la CGT. Elle y décrit le mouvement et sa répression, et explique que l'organisation iranienne adhérente à la FSM, la Maison des travailleurs de la République islamique d'Iran, est non seulement une annexe du régime mais qu'elle collabore à sa politique répressive. Ceci expliquant le silence inacceptable de la FSM par rapport à la mobilisation du prolétariat iranien.

En réaction des UD (Bouches-du-Rhône, Tarn-et-Garonne, Val-de-Marne) et des fédérations (FNIC, Commerce) pro-FSM interpellent, indignées, leur direction internationale, dans une lettre naturellement signée de la main de leurs secrétaires. L'intervention de Sara Selami est présentée comme une tactique de déstabi-

lisation orchestrée par la direction Martinez sortante. De la timidité est à constater de la part du secrétaire général de la FNAF-CGT, qui était pourtant à ce moment précis membre du conseil présidentiel de la FSM. En tant que dirigeant FNAF, il était donc pro-Martinez à ce congrès, donc attaqué par la lettre adressée par la FSM...

Les deux réseaux pro-FSM dans la CGT s'affrontent donc dans le congrès sur des questions d'orientation syndicale, sur leur représentation dans l'appareil, mais sont incapables de défendre l'action de la FSM... Cela pourrait presque être comique, si la lettre ne précisait pas que de « *telles calomnies ne peuvent pas rester impunies* ». Si la notion de punition appartient peut être à la culture de la FSM, cela n'a jamais été celle de la CGT.

Le débat fraternel est inscrit dans les principes de la Charte d'Amiens. De plus, exiger une « punition » envers une militante socialiste, féministe, menacée pour sa vie par un régime religieux d'extrême droite quand on se revendique du syndicalisme de classe et de masse est une honte absolue.

Ce triste spectacle ne laisse que peu de crédibilité à la perspective pro-FSM. Une adhésion de la CGT à la FSM se caractériserait par des compromissions diplomatiques, le sacrifice de nos camarades victimes de l'oppression de dictatures et des manœuvres d'appareil opportunistes. Cela serait bien plus problématique qu'une adhésion à la CSI !

LA CSI-CES, UN LOBBY SYNDICAL BIEN MODÉRÉ

La CSI-CES en France

En France, la CSI-CES est largement représentée, puisque, nous l'avons dit, les grandes confédérations syndicales y sont adhérentes. Environ 75 % des syndiqués en France font parties d'un syndicat adhérent. Pourtant, la CSI-CES est pratiquement invisible de notre quotidien militant. On pourrait presque croire que dans la CGT plus d'adhérentes se retrouvent dans la FSM que la CSI-CES, tant l'information et l'agitation autour de cette dernière est faible. Là aussi, les syndicats ne donnent guère de mandats pour défendre ces confédérations très éloignées des réalités des travailleurs et des travailleuses.

La CSI est donc composée de différents syndicats dans un seul pays, et à ce compte s'y retrouvent plusieurs tendances : des cogestionnaires, des réformistes anticomunistes jusqu'aux réformistes radicaux. On peut retrouver ici aussi trois pôles. À la différences de la FSM, ces trois pôles sont organisés autour des orientations des syndicats plutôt qu'autour de leur structuration par rapport à leurs états respectifs.

Ces trois pôles viennent des différentes composantes qui se sont réunies dans la CSI :

- Les anciens de la Confédération internationale des syndicats libres, réformistes et anticomunistes qui s'étaient détachés de la FSM peu après sa création (comme FO).
- Les anciens de la FSM, réfor-

mistes et révolutionnaires, qui se sont éloignés de celle-ci après la chute du bloc de l'Est (dont la CGT).

– Les anciens de la Confédération internationale des syndicats chrétiens, cogestionnaires et catholiques, qui avaient toujours fait bande à part (comme la CFTC).

La synthèse de ces trois orientations donne une internationale consensuelle. Il y est question de réguler les marchés, de combattre le néolibéralisme et ses avatars (OMC, IMF...) et d'augmenter le

Si le cadre libre de la CSI est satisfaisant, c'est un potentiel non utilisé : l'action de la CSI-CES se limite à de la législation à l'OIT et à du lobbying d'instance

niveau de vie des travailleurs et travailleuses partout dans le monde. La première tâche de tout-e syndicaliste en soi, mais le dépassement du système économique capitaliste n'y est que rarement évoqué.

La composition de la CSI-CES peut se séparer selon les tendances syndicales de ses membres, plutôt que par rapport à leur liens avec leur état. D'un point de vue syndical, cela veut aussi dire que dans ces organisations, le débat existe, et peut permettre de gagner au syndicalisme de lutte des syndicats qui se bercent dans la social-démocratie ou la cogestion. Ce qui ne peut pas être le cas d'organisation « syndicales » d'État que l'on retrouve dans la FSM.

Donc pro-CSI ?

Si le cadre libre de la CSI est satisfaisant, c'est un potentiel non utilisé. Nous l'avons évoqué, l'action de la CSI-CES se limite à de la législation à l'OIT et à du lobbying d'instance.

C'est par ses dirigeants et ses dirigeantes que s'incarne la CSI-CES, et l'on y retrouve avec une pelletée de carriéristes qui n'ont pratiqué qu'un syndicalisme de pantouflage. Les CV des différentes responsables de la CES montrent que seules quelques-unes et quelques-unes d'entre elles ont eu une réelle activité syndicale de terrain, un vrai boulot.

Mais ces dirigeantes ne sont cependant pas une bureaucratie bloquante, ils et elles ne sont pas nos chef-fes. Ce ne sont pas eux ou elles qui empêchent les mouvements syndicaux mondiaux de gagner de meilleures conditions de vie ou de nouveaux droits. Ils sont plutôt les symptômes de syndicats se reposants sur la social-démocratie plutôt que sur la lutte.

Malgré tout, elle comprend quelques syndicats qui sont orientés sur les intérêts de leurs états aux dépens d'autres peuples comme le Histadrout israélienne qui joue un rôle dans la colonisation en Palestine, ou sur les intérêts patronaux comme la Confédération des travailleurs du Venezuela.

La campagne menée contre ces syndicats par d'autres membres de la CSI peut cependant déboucher sur la possibilité de leur exclusions, comme ce fut le cas avec les syndicats mexicains aux pratiques jaunes (CTM et

CROC). Une campagne contre la Fédération des syndicats d'Ouzbékistan, associée de la CSI, syndicat aligné sur son gouvernement plutôt que les travailleurs, est d'ailleurs en cours.

ÉTATS-NATIONS DE GAUCHE OU INTERNATIONALE DE CLASSE ?

Traisons donc avec sérieux la dimension internationale du syndicalisme.

Le repli sur l'entreprise, la corporation, ou la structure sectorielle, éclaire par analogie un repli identique sur l'État-nation. Les deux relèvent de la même logique. Dès le XIX^e siècle, le projet ouvrier avait établi à l'international une stratégie analogue à celle qu'il déployait dans chaque pays. C'est l'expérience entreprise dès la fondation de l'Association internationale des travailleurs (AIT) en 1864 avec des sections intervenant dans chaque région du monde.

Désormais, l'internationalisme n'est généralement qu'un mot d'ordre, qui se heurte à la contradiction quotidienne d'un syndicalisme uniquement tourné vers l'amélioration des conditions de vie du prolétariat dans un seul pays. De la même manière, les militant-es se revendiquent du « syndicalisme de classe », alors qu'ils et elles ne se coordonnent que ponctuellement avec les autres syndicats. Si l'interpro reste à la porte de l'entreprise, et propriété des seul-es militant-es les plus engagé-es, comment espérer qu'il en soit autrement pour l'internationalisme ? Nous sommes en plein dans la définition du syndicalisme d'accompagnement et

donc l'inverse de la double besogne historique de la CGT. Ce qui explique toute les limites de la CSI, de la FSM et de l'internationalisme actuel de la CGT. Sur le terrain local comme international, la résultante de cette stratégie (ou de cette absence de stratégie) est la social-démocratie. Sans stratégie de transformation sociale réelle, nous ne pouvons qu'espérer aménager des améliorations au sein du capitalisme. Cette stratégie, la social-démocratie syndicale, c'est la transposition de celle des partis de gauche au sein du prolétariat et de ses organisations syndicales.

Avec l'habitude de galvauder tous les termes, le concept de « social-démocratie » est devenu une insulte. Alors qu'elle domine la grande majorité des courants politiques qui critiquent le capitalisme, depuis plus d'un siècle. Tous les courants de la gauche,

modérée comme radicale ou « révolutionnaire » s'inscrivent dans ce schéma de pression sur les institutions bourgeoises.

La finalité serait de s'emparer, par les urnes ou par la violence, de l'État pour transformer la société. Mais cette transformation ne peut être que partielle si elle ne s'attaque pas à la division sociale du travail et maintient donc les institutions du capitalisme et en premier lieu l'État-nation.

Cette stratégie sociale-démocrate est en complète contradiction avec la stratégie de la Première Internationale, aussi bien son courant « marxiste » qu'« anarchiste ». Mais elle s'oppose également à la stratégie de la double besogne de la CGT qui précise que toute action doit être menée sur la base d'une indépendance de classe, de la construction d'une contre-société prolétarienne mais aussi de la



Logo de l'Internationale syndicale rouge.

destruction de l'appareil d'état et la gestion de la production par les syndicats.

Les partisan·es de la FSM, tout en se réclamant d'une CGT orthodoxe, marchent à contresens des fondements politiques de la charte d'Amiens.

Ce qui explique leur fascination vis-à-vis de la mythologie des « États ouvriers », qui représenterait un « socialisme réel », ou en tout cas en construction. Ils et elles sont endormi·es par les sirènes des « pays frères » sur lesquels se reposer. Il y a eu l'URSS bien sûr, la Chine, Cuba, l'Albanie, la Corée du Nord, le Vietnam, le Laos, etc.

Puisqu'on fantasme sur ces régimes, leur social-démocratie, leur capitalisme d'État n'étant que des étapes de leur transition socialiste, on met logiquement la barre politique de plus en plus bas. Dans ces conditions, pourquoi pas les BRICS, et finalement l'Iran, la Syrie ? Ils s'opposent eux aussi aux États Unis, tout comme les pays pseudo-socialistes...

LA FSM N'EST NI LE PROBLÈME NI LA SOLUTION

Le problème posé par la proposition d'un retour à la FSM soulève quelque chose de bien plus profond. Le choix de la FSM contre la CSI et CES ne se fait pas sur la base d'un choix stratégique, de la perspective de l'élaboration de structures concrètes et de campagnes. Mais il s'agit plutôt de se mettre une étiquette « radicale » ou « communiste », de montrer que l'on veut l'ancienne CGT. Mais se référer à la CGT « historique »

nécessite de préciser de quelle époque on parle :

– De la CGT-CGTU, orientée par le syndicalisme révolutionnaire, qui élabore les conventions collectives, le syndicalisme d'industrie, la retraite par répartition, la sociabilité ouvrière autogérée ? Une CGT qui se veut une contre-société, indépendante de la bureaucratie de gauche. Celle-ci était à l'ISR.

– Ou de la CGT des années 1950-1990 qui s'aligne de plus en plus sur une logique étatiste et donc sociale-démocrate ? Une CGT qui se réorganise en syndicats d'entreprise, qui oublie de revendiquer la gestion ouvrière de la Sécurité sociale en mai 1968 ? La CGT qui soutient l'union de la gauche, c'est-à-dire la collaboration de classe avec la bourgeoisie de gauche ? C'est-à-dire la CGT de l'époque de la FSM !

Toute la propagande pour une adhésion à la FSM repose sur cet affichage abstrait : se déclarer pro-FSM c'est le moyen pour certain·es camarades de s'afficher comme un·e « vrai·e » CGTiste à l'ancienne, de faire revivre de manière idéaliste un passé fantasmé. Il ne s'agit pas d'adhérer à des perspectives concrètes, juste de colorier son activité quotidienne avec un vernis rouge qui n'engage à rien. Cela permet de continuer à faire de la social-démocratie, sans avoir à l'assumer.

Ce débat confus s'explique par une absence de maîtrise de la culture fédéraliste de la CGT, par l'influence de l'idéologie sociale-démocrate dans nos rangs. Car adhérer à une internationale n'a de sens que si nos syndicats locaux sont réellement investis

dans une réflexion, un débat et des liens concrets sur le terrain international. La majorité des syndicats CGT n'ont déjà plus aucun lien avec leur UL, UD ou fédération en raison du repli organisationnel sur les entreprises et les institutions capitalistes. Alors leur proposer une adhésion à une internationale relève d'une complète déconnexion avec la réalité.

**Prétendre que
l'adhésion à une
internationale
plutôt qu'à une
autre radicaliserait
la CGT ou permettrait
d'agir à l'international
relève de l'idéalisme.
Mais c'est aussi
participer à une forme
de décomposition**

La vraie démarche syndicaliste serait de les mettre en contact avec des syndicats de la même branche dans d'autres pays afin de contrer les politiques bourgeoises. C'est dans ce sens qu'il est nécessaire d'interpeller les internationales pour les faire sortir d'un syndicalisme de salon et de tourisme.

Prétendre que l'adhésion à une internationale plutôt qu'à une autre radicaliserait la CGT ou permettrait d'agir à l'international relève de l'idéalisme. Mais c'est aussi participer à une forme de décomposition. Si on s'évite la peine de réellement pratiquer notre syndicalisme interprofessionnel et international, en se ca-

chant derrière des étiquettes, alors on laisse la CGT dériver et s'effriter, au lieu d'agir pour la reconstruire et la renforcer !

DES OUTILS CONCRETS POUR CONSTRUIRE L'AUTONOMIE OUVRIÈRE

Ce qu'il nous manque pour nous organiser en dehors du cadre que sont les États-Nations, que la bourgeoisie nous impose, ce sont donc des structures syndicales adaptées. Historiquement les internationales syndicales ont construit des fédérations d'industries internationales, analogues aux fédérations existantes dans chaque pays. La CSI et la FSM en disposent encore, même si ce sont souvent des appareils sans activité réelle.

Le mouvement syndical doit donc renouer avec ses outils, ceux-là mêmes qu'il avait créé à l'origine. Il faut coordonner les syndicats et fédérations d'industrie de chaque pays. Nous aurions ainsi les outils pour penser et agir internationalement, en nous permettant d'utiliser la stratégie fondamentale du syndicalisme révolutionnaire.

Le syndicalisme d'industrie est la stratégie de base pour contester à la bourgeoisie sa propriété des moyens de production. Mais c'est surtout le seul levier qui prépare concrètement notre classe à la conquête, à la socialisation et à la gestion des moyens de production. Mais cette perspective n'est envisageable que dans un cadre international. Contrairement aux marxistes-léninistes et aux sociaux-démocrates, nous ne

croions pas au socialisme dans un seul pays. Toutes les expériences révolutionnaires ont démontré que leur isolement dans un pays les amenait à être défaites ou à dégénérer. Pour les syndicalistes révolutionnaires, leur organisation à l'échelle mondiale ne peut donc être reportée à plus tard. Elle doit être au cœur de la stratégie.

L'internationalisme doit donc cesser d'être un positionnement abstrait et ponctuel, qui ne passe qu'après les préoccupations locales et se résume souvent à de l'échange d'informations et à des campagnes de soutien face à la répression. Avec des outils professionnels internationaux nous pourrions organiser de véritables campagnes permanentes afin de fédérer les salarié-es des multinationales mais aussi tous ceux et toutes celles d'une même industrie ou branche professionnelle.

Notre tendance propose donc quelques axes de construction de ce travail international, en s'inspirant de l'expérience historique du syndicalisme révolutionnaire :

– La syndicalisation des travailleur-euse-s immigré-es permet de manière organique d'accéder aux liens sociaux avec les pays d'origine, dont les organisations syndicales. Les camarades immigré-es jouant le rôle de relai à travers les fameuses commissions syndicales de la Main-d'œuvre immigrée (MOI). Les syndicats professionnels territoriaux doivent aider à cette syndicalisation qui est la première tâche de tout internationaliste.

– Dans les zones frontalières il n'est pas difficile d'aller à la ren-

contre des syndicats immédiatement de l'autre côté de la frontière, en Espagne, en Allemagne, etc. Un internationalisme continental, peut donc rapidement être déployé. Il en est de même pour celles et ceux qui ont la chance de passer des vacances dans un autre pays. Prendre une demi-journée pour aller rencontrer des camarades est un minimum si l'on s'intéresse aux populations que l'on a le droit de visiter grâce à nos devises.

– La CSI et la FSM ont des fédérations internationales. Elles peuvent être mobilisées pour lancer des rencontres industrielles internationales où des perspectives concrètes pourraient être élaborées. Ces fédérations sont à l'échelle de l'économie mondialisée d'aujourd'hui.

– Instaurer un internationalisme de tous les jours. Loin des querelles de structures, rien ne nous empêche de travailler avec un syndicat n'appartenant pas à la même organisation syndicale internationale que nous. Qui plus est, la méconnaissance des situations locales dans les autres pays ne permet pas de gager de l'engagement, de l'implantation par une seule affiliation internationale. La prise de contact avec des collègues travaillant dans le même groupe international ou le même domaine d'activité rendra l'internationalisme vivant et réel. Ainsi, le prolétariat prend sens au niveau mondial, et la solidarité matérielle, financière, logistique ou de connaissance découle naturellement.

Fédération des CSR